

Un très mauvais signal

Habituellement, commenter les changements de direction ne fait pas partie de nos priorités syndicales. Nous préférons rappeler nos combats pour les salariés, nos positions (pour ou contre certains projets), et nos principes éthiques et déontologiques.

Mais là, nous ne pouvons rester silencieux. La nomination de Muriel Pleynet comme nouvelle directrice de la rédaction nationale est une véritable provocation. Nous ne donnerons ici aucune leçon de journalisme, là n'est pas la question pour le moment. Cette promotion est à la fois la victoire d'un clan, proche d'Alexandre Kara et de Nathalie Saint-Cricq, mais surtout un très mauvais signal pour les salariés de la rédaction nationale.

Ancienne cheffe du service politique, entre 2019 et 2021, Muriel Pleynet n'avait pas quitté ce poste de son plein gré. Elle avait été remplacée à la suite de discriminations professionnelles à l'égard de plusieurs reporters, qui avaient comme point commun d'être engagés au SNJ...

Les journalistes mis de côté pendant sa courte présence au service politique étaient d'après elle « paranos », alors que tout leur était interdit sur France 2, loin des pseudo-principes de la magnifique fusion des rédactions qu'on nous présente toujours comme équitable, et sans « casting » préalable.

Tout aussi grave : alors qu'elle dirigeait le service politique, Muriel Pleynet a laissé se multiplier les agissements toxiques d'un de ses adjoints, connu pour ses propos insultants et discriminants à l'égard de salarié-e-s. La direction de l'information a fini par intervenir et exfiltrer cet adjoint du service politique. Mais ses appuis de poids lui ont déjà donné plusieurs deuxièmes chances. La force du clan...

Bout à bout, ce management de l'entre-soi et ces nombreuses preuves de discrimination professionnelle et syndicale ont fini par convaincre l'ancien directeur de l'information qu'il fallait remplacer Muriel Pleynet à la tête du service politique.

Si Alexandre Kara décide aujourd'hui de fermer les yeux sur ce passif et remettre les compteurs à zéro, le SNJ n'en fera pas autant.

Par respect pour des salariés insultés, malmenés, discriminés, par respect pour nos élus écartés de leur métier parce qu'engagés dans le combat syndical, nous ne pouvons accepter cette nomination sans broncher. Il en va de la sérénité de la rédaction nationale, qui en a terriblement besoin. Dommage que ceux qui ont permis cette nomination n'y aient pas pensé avant.

Le limogeage de Michel Dumoret (qui avait choisi de traiter avec bienveillance bon nombre de dossiers individuels) est le signe qu'il apparaissait sans doute comme trop « ex-France 3 » pour rester en poste à quelques mois de la suppression programmée du 12/13 et du 19/20.

Ce mercredi, en CSE Central, Alexandre Kara affirmait devant la présidente et les élus que le projet Tempo « ne va pas créer des catégories différentes de journalistes, [et qu'il] n'y aura pas de statuts privilégiés ou particuliers », bref que le management discriminatoire n'est plus à l'ordre du jour.

Et le lendemain, il nomme Muriel Pleynet à la tête de la rédaction.

A chacun son Tempo !!!

Paris, le 19 décembre 2022